

24/05/2011



Nations Unies

Communiqué de presse

Conférence de presse

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

**CONFÉRENCE DE PRESSE DE LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE ADJOINTE AUX
AFFAIRES HUMANITAIRES ET COORDONNATRICE DES SECOURS D'URGENCE, MME
VALERIE AMOS**

La Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires et Coordonnatrice des secours d'urgence, Mme Valerie Amos, a souligné, cet après-midi, que l'accélération du développement économique était le moyen le plus sûr d'améliorer la situation humanitaire dans le Territoire palestinien occupé.

Lors d'une conférence de presse au Siège de l'ONU, à New York, Mme Amos, qui a effectué une visite de quatre jours, du 17 au 21 mai, en Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, et en Israël, a réaffirmé la nécessité que les Palestiniens puissent circuler « aussi librement que possible, compte tenu des préoccupations légitimes d'Israël en matière de sécurité ».

La Secrétaire générale adjointe a souhaité faire partager le « choc » qu'elle a éprouvé face aux conditions de vie quotidienne des civils palestiniens dans certaines zones de Cisjordanie, où, a-t-elle dit, « les pratiques israéliennes et les obstacles à la circulation de certains biens et des personnes ont des conséquences humanitaires désastreuses ».

« Le long de la barrière de séparation entre Israël et la Cisjordanie, longue de 700 kilomètres, les Palestiniens ne peuvent pas circuler librement », a-t-elle expliqué. Après avoir confié que ce qui l'avait frappé le plus au cours de sa visite était qu'« Israéliens et Palestiniens veulent finalement la même chose, vivre en paix et en sécurité », elle a évoqué son entretien avec le Ministre israélien de la défense, M. Ehud Barak.

Elle a indiqué que M. Barak avait répondu à ses inquiétudes quant aux expulsions et aux démolitions, « qui exacerbent les risques de déplacements », à la situation préoccupante des enfants ou encore au fait que les auteurs d'agressions contre des Palestiniens sont rarement poursuivis en justice, en invoquant « le droit à la sécurité d'Israël et l'exigence de protéger les frontières ».

Mme Amos a néanmoins assuré que les autorités israéliennes étaient « conscientes de l'impact de leur politique sécuritaire sur le quotidien des Palestiniens », ses interlocuteurs s'étant engagés à prendre davantage en compte les répercussions humanitaires des démolitions et des expulsions en Cisjordanie.

La Coordonnatrice des secours d'urgence a ensuite répété que le développement économique était la clef pour améliorer le bien-être des populations palestiniennes en Cisjordanie et à Gaza. « En Cisjordanie, la situation est bien meilleure sur ce plan, mais il reste que les politiques de planification et de zonage, en particulier à Jérusalem-Est, sont si restrictives qu'elles limitent la fourniture et l'accès aux services de base », a-t-elle dit.

« Sans blocus, sans zonage et sans mur de séparation, de toute évidence il n'y aurait pas de situation humanitaire préoccupante ni même de crise, comme c'est le cas à Gaza, dans le Territoire palestinien », a-t-elle encore constaté.

Mme Amos a par ailleurs répondu aux questions des journalistes sur l'effet qu'aurait, au plan humanitaire, la proclamation d'un État palestinien en septembre prochain, lors de l'Assemblée générale des Nations Unies.

« C'est le manque de développement économique qui est actuellement le défi à relever pour améliorer le sort des gens » a-t-elle insisté. Le reste est, selon elle, « trop hypothétique ». « La réconciliation entre le Fatah et le Hamas va-t-elle déboucher sur des opportunités économiques? Je ne sais pas. Ce qui est sûr à court terme, c'est que la faiblesse de la croissance et les entraves commerciales pèsent sur le quotidien des Palestiniens. »

La Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires a par ailleurs dit quelques mots sur la Syrie: « si les autorités syriennes estiment que les médias donnent une image déformée de la réalité dans leur pays, qu'elles laissent donc entrer des journalistes sur leur territoire; ceux-ci pourront alors témoigner de ce qui se passe. »

Concernant le Soudan et la région d'Abyei, Mme Amos a indiqué que le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) avait réussi à entrer dans la zone, troublée par le déploiement des forces du Nord et du Soudan du Sud et des déplacements massifs. « Nous attendons un premier rapport sur l'évaluation de la situation et des besoins », a-t-elle souligné, rappelant que le Conseil de sécurité, le Secrétaire général et elle-même avaient condamné les affrontements en cours dans la zone.

Pour ce qui est du Darfour, elle a expliqué que la principale difficulté pour les travailleurs humanitaires était de pouvoir rester suffisamment de temps dans certains coins de la région. « Cela explique notamment la diffusion de maladies au Darfour, car il est souvent impossible d'y mener des campagnes complètes de vaccination », a-t-elle relevé.

Enfin, s'agissant de la situation alimentaire en République populaire démocratique de Corée (RPDC), Mme Amos a attiré l'attention sur un récent rapport du Programme alimentaire mondial (PAM), selon lequel plus de six millions de personnes souffrent de la faim dans ce pays.

« Nous comptons utiliser le Fonds central pour les interventions d'urgence afin de venir en aide aux populations dans le besoin, mais il est compliqué de mobiliser les États Membres, dont un grand nombre ont des relations difficiles avec la RPDC », a-t-elle affirmé.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel